

MANIFESTE POUR UNE VILLE DE MARSEILLE PAR TOUS : DE L'INTENTION À L'ACTION, RÉDUISONS L'ÉCART

L'Assemblée Citoyenne du Futur (ACF) initiée en 2023 par la ville de Marseille, a été une promesse. Celle d'une ville qui écoute enfin ses habitants, qui leur donne les clés pour imaginer leur avenir. Pour la première fois en 2023 puis en 2025, plus de 200 Marseillaises et Marseillais, tirés au sort, se sont assis ensemble. Ils ont débattu, ils ont imaginé, ils ont proposé. Sur le tourisme, l'eau, la démocratie, la nature. La Ville a écouté, a répondu, a même commencé à agir.

Une association créée pour suivre les propositions : L'ACFM

Pour prolonger et amplifier cette dynamique démocratique inédite, les participantes et participants de cette première Assemblée ont choisi de se constituer en association. **L'ACF-M – Assemblée Citoyenne du Futur – Marseille**, qui a pour vocation de pérenniser le lien entre ses membres, d'assurer un suivi exigeant, transparent et indépendant des propositions transmises à la Ville, et de partager largement cette expérience marseillaise singulière avec l'ensemble des acteurs de la cité : institutions, associations, collectifs, chercheurs et citoyens.

Forte de l'expertise collective acquise tout au long de ce processus, l'ACF-M s'inscrit dans le mouvement plus large des nouvelles formes de participation citoyenne qui émergent en France — conventions citoyennes, assemblées locales, jurys citoyens — tout en affirmant une identité propre, profondément marseillaise : ancrée dans la diversité des quartiers, attentive aux réalités sociales, et résolument tournée vers l'action concrète.

Indépendante et apolitique, l'ACF-M se veut un espace de vigilance bienveillante, de réflexion collective et de contribution continue à l'action publique. Elle agit comme un lieu de transmission, d'expérimentation et d'innovation démocratique, porté par une gouvernance collective, ouverte.

Deux ACF : 2023 et 2025

Les deux ACF impulsées par la ville de Marseille ont produit des propositions précises, ambitieuses, ancrées dans le réel marseillais. Dans son 1^{er} Livret de réponse (ACF 2023), la Ville reconnaît cette richesse et liste des actions en cours.

Mais entre les propositions citoyennes et les réponses institutionnelles, l'écart constaté est parfois un gouffre. Notre courrier au Maire à l'automne 2025, pointait cet écart : une volonté politique affichée, mais une traduction opérationnelle qui tarde à transformer le quotidien des quartiers.

Une question cruciale demeure, lancinante : et les autres ?

Et ceux des quartiers du Nord, de l'Est, des cités enclavées, de ces Marseille qui vivent loin des débats et des projets phares ? Sont-ils vraiment dans la boucle, ou restent-ils, une fois de plus, les grands oubliés de la belle mécanique démocratique ?

Nous voyons les avancées : un vrai droit de suite, des citoyens dans les comités de pilotage, des projets construits avec les habitants. C'est nouveau. C'est précieux.

Mais nous voyons aussi les limites. La participation reste trop souvent une affaire de volontaires, de ceux qui ont déjà les codes, le temps, la confiance. Les sujets traités sont larges, nécessaires, mais

effleurent-ils l'urgence du quotidien dans les zones de relégation ? L'accès aux services publics, les transports, le sentiment d'abandon – ces cris du cœur n'ont pas été retenus comme prioritaires.

On parle d'«aller-vers» les plus éloignés. L'intention est là, mais l'effort est-il à la hauteur du fossé ?

Voici ce que nous constatons à ce stade :

1. **Sur la démocratie :** Nous proposons de « généraliser le tirage au sort ». La Ville répond par des « réflexions en cours » et des marchés cadres. Où est l'engagement ferme ? Où sont les premières instances décisionnelles tirées au sort, hors de l'ACF elle-même ? Le « droit de suite », certes instauré, bute sur les limites des compétences (« hors compétences propres ») et se noie souvent dans des sollicitations d'autres collectivités. Les citoyens demandent du pouvoir ; on leur répond par de la consultation améliorée.
2. **Sur l'eau :** Nous avons exigé la transparence, la tarification sociale, la lutte radicale contre les fuites. La Ville annonce un « Plan sobriété » et un dialogue avec la Métropole. C'est nécessaire, mais insuffisant. La proposition phare d'un accès public et garanti à l'eau dans tous les quartiers, notamment les plus précaires, reste une ligne vide dans un tableau (« à compléter par un dialogue »). La régie publique de l'eau, demandée explicitement, est renvoyée à une autre échelle de décision. L'urgence, elle, est ici et maintenant.
3. **Sur le tourisme durable :** Nous avons pointé les nuisances subies par les riverains et l'accaparement de l'espace public. La Ville répond par des contrôles renforcés et une stratégie globale. La réponse administrative liste des actions, mais ne dit pas comment elle empêchera demain un nouveau conflit d'usage dans le Panier ou à la Plaine. La proposition de réguler les cars de tourisme se heurte à un simple « courrier à la Métropole ».
4. **Sur la Ville-Nature :** Nous avons rêvé de « désimperméabilisation » massive, de circuits courts, de « rues-jardins ». La Ville met en avant ses nouveaux parcs et son objectif ZAN. Ces projets sont louables, mais concernent-ils en priorité les quartiers minéralisés, les « déserts verts » du Nord de Marseille ? La réponse municipale évoque des « sollicitations d'autres collectivités » et des « manques de leviers ». Pour les habitants des tours sans ombre, cela ressemble à un report. L'agriculture urbaine se développe, mais son lien avec la précarité alimentaire des quartiers populaires n'est pas le cœur de la réponse.

Le constat est clair : l'administration avance, mais en ordre dispersé et souvent en deçà de l'ambition citoyenne. Elle agit dans les cadres existants, sollicite des partenaires, lance des études. Mais l'ACF appelait à un changement de paradigme : une gestion de l'eau radicalement juste, une démocratie du partage du pouvoir, une ville nature réparatrice des inégalités.

Notre exigence n'est pas d'obtenir une simple case « pris en compte » dans un tableau. C'est de voir nos propositions vivre, se concrétiser, et d'abord là où le besoin est le plus criant.

Nous demandons donc un virage :

- **Passer de la réponse technique à l'engagement politique.** Que chaque « sollicitation d'une autre collectivité » soit accompagnée d'une pression publique et d'un calendrier contraignant.

- **Créer un fonds d'urgence « Quartiers Oubliés »** pour mettre en œuvre, sans délai, les propositions de l'ACF qui concernent l'accès aux biens essentiels (eau, fraîcheur, espaces publics) dans les zones prioritaires.
- **Rendre le « droit de suite » contraignant.** Une proposition rejetée ou reportée mérite une justification publique et détaillée. Une proposition retenue mérite un pilote citoyen pour en surveiller l'exécution.
- **Faire des habitants des quartiers concernés, les auditeurs permanents** de la mise en œuvre. Pas seulement dans une commission consultative, mais dans les comités de pilotage opérationnels des projets.

Il ne s'agit plus seulement de consulter, mais de co-décider. Plus seulement de représenter, mais de donner du pouvoir. Plus seulement de végétaliser, mais de rendre la ville juste et habitable partout, et d'abord là où c'est le plus dur.

Concrètement, cela veut dire :

- **Donner une place réservée, une voix prioritaire, aux habitants des quartiers oubliés** dans toutes les assemblées futures. Créer des budgets qu'eux décideront, pour *leur* rue, *leur* square, *leur* équipement. Instaurer des médiateurs démocratiques qui viennent de ces quartiers, pour casser la méfiance et traduire les possibles.
- Mesurer l'impact de la démocratie participative à une seule aune : **est-ce que cela réduit les inégalités entre les territoires ?**

La Déclaration de Marseille sur le climat et le grand plan d'adaptation à « co-construire », sont une chance historique. Ne la ratons pas. Faisons-en le chantier commun de tous les Marseillais. Impliquons dès le départ les associations de quartier, les jeunes des cités, les familles qui connaissent la chaleur de l'été dans le béton et l'isolement.

L'enjeu n'est pas seulement écologique. Il est démocratique et social. Il s'agit de reconstruire la ville par le bas et par les liens. De faire de chaque habitant, surtout le plus invisible, un architecte de son environnement.

L'Assemblée Citoyenne du Futur a ouvert une brèche. Maintenant, il faut inonder la ville de cette énergie. Faisons de Marseille non pas une vitrine de la participation, mais son laboratoire le plus audacieux, celui où l'on n'oublie personne, celui où les quartiers oubliés deviennent le cœur battant de la renaissance.

Cette expérience est unique, mais s'inscrit dans un mouvement global en France

À Grenoble, la participation est intégrée ; à Paris, elle est massive ; à Rennes, elle est continue — à Marseille, avec l'ACF, elle est confrontée de front aux inégalités territoriales massives. Là où d'autres villes expérimentent la consultation, Marseille expérimente le partage du pouvoir, par le tirage au sort et la diversité réelle des profils citoyens. Paris a montré les limites d'une participation captée par les plus dotés ; Saint-Denis a rappelé que la démocratie n'est juste que si elle vise d'abord les quartiers relégués — Marseille doit tenir cette promesse. L'Assemblée Citoyenne du Futur ne parle pas seulement de démocratie : elle la met à l'épreuve du réel marseillais, de la précarité, du climat et de l'accès aux biens essentiels. Marseille peut choisir d'être une vitrine de plus, ou devenir le laboratoire démocratique le plus audacieux de France : celui où la participation

réduit enfin les inégalités. La prochaine doit être celle de la transformation visible, de la réduction tangible de l'écart entre les mots des citoyens et les actes de la Ville.

Nous attendons de voir pousser nos propositions. Nous serons là pour en prendre soin.